

# Lutte de classe

## Pour éradiquer le chômage, la précarité, la pauvreté et la faim : il faut abolir le capitalisme !

Pourquoi assistons-nous à une hausse vertigineuse des prix des matières premières et des produits alimentaires depuis six mois, en France et partout dans le monde ?

Parce que les capitalistes spéculent sur ces marchandises dont ils savent très bien que la population ne peut pas s'en passer. C'est pour eux un placement plus sûr et qui rapporte immédiatement des profits colossaux.

Donc, qui affament les peuples et frappent les plus pauvres ?

Les patrons, les capitalistes, les actionnaires des multinationales.

Qui sont leurs complices ?

L'ONU et toutes les institutions internationales liées au capital : l'OMC, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'Union européenne...

Qui sont les relais politiques de ces institutions supranationales ? Qui prend les décisions en dernier ressort ?

Tous les gouvernements à la solde du capitalisme, en France, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner.

Quelle politique applique-t-il concrètement ?

D'un côté, il a permis en 2007 aux principales entreprises du CAC 40 d'empocher 100 milliards d'euros de profits, à travers le « paquet fiscal », il a exonéré les patrons de cotisations sociales à hauteur de 20 milliards d'euros, il a octroyé un cadeau de 15 milliards d'euros aux plus riches...

De l'autre, il a décidé d'économiser un peu plus de 70 millions d'euros en supprimant à partir de 2009 la carte famille nombreuse qui profite à trois millions de personnes dont les plus pauvres, et il a également décidé de modifier par décret à partir du 1er mai les règles de calcul des allocations familiales qui profitent à plus de 4,5 millions de familles de deux enfants et plus afin de réaliser 138 millions d'économies par an. Il faut ajouter à cette liste, les franchises médicales, le non remboursement de certains médicaments, etc.

D'un côté, il trouve de l'argent pour envoyer près de 1000 soldats faire la guerre au peuple afghan, pour perfectionner l'armement de la police, pour quadriller le pays de caméras de télésurveillance, de l'autre, il s'apprête à diminuer le nombre de fonctionnaires, à fermer de nouveaux hôpitaux, etc.

Cette situation intervient sur fond de crise économique mondiale dont aucun capitaliste n'ose imaginer les conséquences. Était-elle inévitable, va-t-elle durer et jusqu'à quand ?

Le milliardaire américain G. Soros a fourni une réponse à cette question, selon lui : « *Nous n'avons pas encore touché le fond. Cette crise est la pire que l'on ait jamais connue depuis 1930* », et de préciser avec une touche d'humilité feinte, vous savez « *Les marchés comme les régulateurs sont faits d'hommes et sont donc imparfaits* » et il faudrait se contenter de cette explication teintée de fatalisme : « *Nous ne devons pas négliger l'incertitude propre aux marchés* », autrement dit, nous ne savons pas très bien où nous allons et ce qui va se passer, vous devez accepter d'être les victimes innocentes du marché, car rien n'est parfait dans ce bas monde, surtout pas le capitalisme. Bref, il serait finalement normal qu'une infime minorité d'exploiteurs décide du destin de tous les peuples, les affament, sèment la guerre, le chaos et la désolation à travers le monde pour maintenir en place un système économique synonyme de faillite.

Le lendemain, le 11 avril, dans une tribune au *Financial Times*, Christine Lagarde se faisait l'écho attentionné de

ces préoccupations : « *C'est notre devoir, en tant que ministres des Finances, de coopérer pour restaurer la confiance et renforcer la résistance du système financier* ». Tenir, tenir coûte que coûte.

La seule solution qu'ils ont trouvée, c'est de faire payer la faillite du capitalisme à tous les peuples.

Selon Marx, quatre facteurs principaux caractérisent le capitalisme et les contradictions auxquelles il ne peut échapper : l'accumulation du capital, les crises, la paupérisation, la lutte de classe du prolétariat.

Le quatrième facteur est le seul qui permet de trouver une issue au capitalisme pourrissant du point de vue des intérêts du prolétariat et de la majorité de la population.

L'aristocratie financière qui contrôle le capitalisme mondial orchestre la flambée des prix à l'échelle mondiale pour faire pression sur les gouvernements, afin qu'ils engagent des politiques antisociales encore plus violentes contre leur prolétariat. Ce n'est pas la seule explication, mais c'est une hypothèse que je vais tenter d'étayer et qui je crois, n'a été émise par personne. Procédons par ordre. Pour cela faisons appel à Marx.

Qu'est-ce qui détermine la valeur d'une marchandise ?

« *La valeur de toute marchandise (...) est déterminée, non par le temps de travail nécessaire qui y est contenu, mais par le temps de travail social nécessaire pour sa reproduction.* »

A quoi correspond ce temps de travail social nécessaire ?

« *Comme l'ouvrier consacre au procès de production la majeure partie de sa vie, les conditions de la production s'identifient en grande partie avec les conditions de son existence. Toute économie réalisée sur ces dernières doit se traduire par une hausse du taux du profit, absolument comme le surmenage, la transformation du travailleur en bête de somme sont (...) une méthode d'activer la production de la plus-value.* ». Dans les conditions d'existence de la classe ouvrière il faut donc inclure tous ses droits et acquis sociaux : santé, éducation, protection sociale, logement, etc.

Maintenant, pourquoi l'aristocratie financière a-t-elle reporté des centaines de milliards de dollars sur le marché des produits alimentaires ?

« *(...) une augmentation de prix (des matières premières - NDLR) peut avoir pour conséquence de rendre la valeur de la marchandise insuffisante pour payer le renouvellement du salaire et de la matière première renchérie. C'est ainsi que des variations violentes des prix peuvent déterminer, dans le procès de production, des interruptions, des crises intenses et même des catastrophes.* »

Autant dire tout de suite que contrairement aux explications que l'on nous a fourni, le prix du riz par exemple n'a pas augmenté de 80 à 100% parce qu'il manquerait de riz ou parce que soudainement une partie de la population mondiale aurait décidé de consommer le double que la veille, ni qu'aucun autre placement ne serait plus intéressant du fait de la baisse du dollar, la réponse est à mon avis ailleurs.

Pour comprendre ce qui est en train de se passer, il faut avoir à l'esprit que ce sont les prix de l'ensemble des matières premières qui ont augmenté dans des proportions vertigineuses au cours des dernières années. Et si ce sont ceux des produits alimentaires dont on entend le plus parler aujourd'hui, ce n'est pas seulement parce que leur hausse a abouti à des émeutes de la faim dans plus de trente pays dans le monde, mais pour tenter de démontrer à une première étape que l'augmentation de l'ensemble des matières premières frappe indistinctement toutes les classes de la société partout dans le monde comme une fatalité, pour à l'étape suivante les opposer les unes aux autres dans une situation bien précise que les dirigeants du vieux monde connaissent parfaitement, c'est-à-dire selon un schéma qui conduit les classes dominantes à prendre les initiatives nécessaires face et contre le prolétariat.

On peut déduire de l'analyse de Marx en la transposant à la situation que nous connaissons aujourd'hui, que les patrons « *pour payer le renouvellement du salaire* » seront portés spontanément à tenter de bloquer, voire diminuer les salaires, et cela d'autant plus qu'ils devront augmenter les prix de leurs marchandises pour combler l'augmentation des prix des matières premières sur lesquels ils ne peuvent pas agir, mais comme dans bien des cas ils ne pourront pas répercuter la totalité de l'augmentation des prix des matières premières, ils seront contraints de rogner sur leurs profits et d'économiser sur tous ce qui peut l'être, dont en premier lieu les droits

sociaux des travailleurs et leurs salaires. Ils pourront les faire travailler davantage et plus longtemps sans que le rapport entre le capital constant et le capital variable qui rentre dans la composition du prix de la marchandise ne change.

On peut donc en déduire que cette opération a pour objectif face à l'incapacité ou au manque de volonté des différents gouvernements de se plier aux exigences du capitalisme mondial par crainte de remettre en cause une paix sociale déjà fragilisée par des décennies de politiques antisociales, l'aristocratie financière a décidé de frapper un grand coup en mettant aux pieds du mur l'ensemble des capitalistes quitte à déclencher des explosions sociales qui dans l'état actuel des choses ne déboucheront sur aucune révolution sociale victorieuse, le prolétariat ne disposant d'aucune direction révolutionnaire digne de ce nom.

L'aristocratie financière ne s'attaque pas au capitalisme, elle pousse les patrons à faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils accélèrent la mise en oeuvre des politiques antisociales prescrites par les institutions internationales au service de l'impérialisme, afin d'assurer les conditions nécessaires à la survie du système capitaliste. Bien entendu tous les gouvernements sont déjà à la solde du capitalisme mondial, mais ces exigences ont franchi un cran de telle sorte qu'une opération de grande ampleur s'imposait pour leur facilité la tâche.

Résumons.

Que l'aristocratie financière reporte une partie importante de son capital sur les produits alimentaires du fait de l'augmentation croissante de la demande mondiale afin d'engranger d'énormes profits qui compenseront les pertes engranger ailleurs (subprimes par exemple), c'est une explication mais pas la seule à mon avis, cette décision qui n'est pas sans danger a également pour objectif d'obtenir par d'autres moyens de la part des représentants du capitalisme mondial dans chaque pays, ce que les institutions internationales liées au capital peinent à obtenir depuis des années, la liquidation des droits et acquis sociaux des travailleurs qui participent à la baisse du taux de profit du capital à l'échelle mondiale. Gageons que tous les gouvernements s'engageront plus en avant et résolument dans cette voie, Sarkozy s'y est attelé sans retard dès qu'il a été élu.

Il n'est pas dit que les prix des produits alimentaires ne baisseront pas demain, à condition que les capitalistes aient obtenu partiellement satisfaction sur la baisse du coût du travail.

Ce qu'ils réalisent aujourd'hui, c'est un coup de force contre tous les peuples qu'ils prennent en otage, en leur imposant le dilemme suivant : où vous acceptez l'augmentation des prix des produits alimentaires qui vont se traduire par de nouvelles privations ou vous acceptez une dégradation de vos conditions de travail accompagnée d'une augmentation de l'exploitation mais au moins vous ne crèverez pas de faim, disons jusqu'à la prochaine fois.

Marx l'expliquait ainsi : « *L'importance relative de la matière première dans la valeur du produit augmente donc sans cesse, à moins que la valeur de la matière première elle-même ne vienne à diminuer par suite de la productivité croissante du travail qui l'engendre.* »

On comprend que ce sont les producteurs de matières premières qui sont les premiers visés, les ouvriers qui se tuent à la tâche dans l'extraction des matières premières principalement en Afrique, Asie et Amérique latine, et les ouvriers agricoles qui ont déjà un statut proche de celui des esclaves.

C'est donc l'ensemble du prolétariat et de la paysannerie à l'échelle mondiale qui est visé par cette offensive brutale du capitalisme mondial.

Dès lors, la question qui est directement posée à tous les peuples est simple : il y a incompatibilité entre la survie du capitalisme et la satisfaction des besoins élémentaires du prolétariat et la paysannerie, par conséquence à défaut de pouvoir abolir le peuple, il faut abolir le capitaliste, c'est au peuple que revient la responsabilité de prendre en main la direction des affaires dans chaque pays, de chasser les gouvernements en place...

Que propose le Parti des travailleurs voué à se transformer aux forceps en Parti ouvrier indépendant (POI) ?

En lisant l'éditorial de Daniel Gluckstein dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières*, j'ai été pris littéralement de nausée et je pèse mes mots.

Selon lui voici la liste des responsables de la hausse des prix, dans l'ordre : la classe capitaliste, les grandes banques, les multinationales, le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'Union européenne, la Banque centrale européenne. Ne manquerait-il pas un complice indispensable, un relais politique incontournable aux capitalistes pour appliquer en France cette hausse des prix ? Vous avez tous reconnu le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, les institutions de la Ve République qui sont absentes de cet éditorial, comme si le gouvernement et les institutions ne remplissaient pas un rôle précieux et infâme auprès des capitalistes.

Le PT tient absolument à épargner Sarkozy, ce n'est pas nouveau direz-vous, certes, mais là c'est flagrant et personne ne pourra le nier. Certains dirons, mais le gouvernement n'a rien n'a voir dans cette affaire... Ah bon ! D'après vous, qui peut décider demain de bloquer le prix du pain ? Qui peut décider demain de bloquer le prix des loyers ? Qui peut décider demain d'indexer les salaires sur les prix ? Le gouvernement et chacun le sait, Gluckstein aussi mais il se passe bien de le dire, cela ne cadre pas avec la ligne politique de son parti. Je vous laisse en tirer les conclusions que vous voulez.

La conclusion de son éditorial est digne de l'époque où le stalinisme vantait les mérites du capitalisme français pour faire face à la crise du capitalisme mondial :

« *Le premier pas vers une politique conforme aux besoins des peuples, c'est le respect et la restauration de la souveraineté des nations, condition de la souveraineté alimentaire.* », qui s'inscrit sans doute dans la perspective de « *l'union libre des peuples libres d'Europe* », car voyez-vous il suffirait que les nations toutes classes confondues recouvrent leur souveraineté pour que d'un coup de baguette magique la satisfaction des besoins des peuples soit réalisée, et leur « *union libre* » suffirait à combler de bonheur tous les peuples sous l'égide du capitalisme. Voilà à quelle fadaise nationaliste et réactionnaire se réduit fondamentalement le programme du POI.

Si la révolution sera nationale dans sa forme et internationale par son contenu, c'est bien la division du travail poussée à l'extrême sur tous les continents à l'époque de l'impérialisme qui caractérise précisément l'étape actuelle du capitalisme et permet de tracer une perspective politique révolutionnaire à l'avant-garde du prolétariat international.

Pour en finir avec le capitalisme, il faut commencer par en finir avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et les institutions de la Ve République qui fournissent une base politique légale au capitalisme, la constitution qui est le garant de tous les traités signés avec les institutions internationales liées au capital et qu'il faut abolir.

Pour en finir avec le capitalisme, en Europe (et partout dans le monde), dans chaque pays le prolétariat devra suivre la même voie pour avancer vers les Etats-Unis socialistes d'Europe, condition indispensable pour avancer sur la voie du socialisme.

Finalement, c'est en brisant le carcan des nations devenues synonymes de régression sociale ou d'appareils policiers dans le cadre de l'Union européenne, que nous avancerons ensemble vers le socialisme.

(source : AFP 10 et 12.04 et *Le Monde* 10 et 16.04 ; *Le Capital* de K. Marx, livre III)